La liberté de la presse fait à nouveau rêver au Burundi

PANA, 04 mars 2016 Bujumbura, Burundi - Lâ€™une des cinq radios privÃ©es indÃ©pendantes, "Isanganiro" (Carrefour des idÃ©es, en langue nationale, le kirundi), Ã avoir Ã©tÃ© rÃ©duites au silence depuis le mois de mai dernier, en Ã©tait, vendredi, son second journal parlÃ© sur un ton libre et Ã©quilibrÃ© que les auditeurs avaient fini par oublier dans un pays oÃ¹ la libertÃ© de la presse a considÃ©rablement reculÃ© face une violente crise politique de bientÃ´t une annÃ©e au Burundi.

Par ricochet, la reprise des activitÃ©s de Isanganiro a avantagÃ© certaines voix discordantes qui avaient Ã©tÃ© bannies dans les mÃ©dias publics restÃ©s intacts et permis encore de briser le tabou sur des sujets cachÃ©s de lâ€™actualitÃ© brÃ»l au Burundi.Lâ€™un des rares opposants encore prÃ©sents au pays et ancien chef de lâ€™Etat burundais, Domitien Ndayizeye sâ€™est exprimÃ© librement, vendredi, sur les antennes de Isanganiro pour recommander au pouvoir de vite se rÃ©soudre Ã nÃ©gociations inclusives de toutes les tendances politiques concernÃ©es, "dans lâ€™intÃ©rÃªt supÃ©rieur de la nation et de la Seule lâ€™opposition "pacifique", qui nâ€™a pas pris les armes contre le rÃ©gime, est souhaitable Ã la table du "dialogue inter burundais", nuance-t-on du cÃ´tÃ© du pouvoir burundais qui ne veut pas entendre parler de "nÃ©gociations". La radio Isanganiro a encore brisÃ© le silence pesant sur la "mal vie" dans les quartiers dits "contestataires" de Bujumbura, la capitale burundaise, en donnant la parole Ã quelques rÃ©sidents pour dÃ©verser leur colÃ¨re sur des forces de lâ€™ordre publ accusÃ©es, Ã tort ou Ã raison, de se livrer Ã de "mauvais traitements" contre la population. Dâ€™habitude, ces quartiers font parler dâ€™eux Ã la radiotÃ©lÃ©vision nationale du Burundi (Rtnb, publique), pour des "actes criminels", comme la dÃ©tention lâ€™usage illÃ©gaux dâ€™armes de guerre, ou alors le phÃ©nomÃ¨ne nouveau de redditions volontaires de prÃ©sumÃ©s insu contre le pouvoir. Des activitÃ©s officielles ont Ã©tÃ© Ã©galement rapportÃ©es par la radio privÃ©e, notamment, le lancement officiel, vendredi, des travaux de la commission nationale sur la vÃ©ritÃ© et la rÃ©conciliation (Cvr) par le chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza. Pour recouvrer toute sa santÃ© professionnelle dâ€™avant la crise, la radio doit nÃ©anmoins relever le dÃ©fis dâ€™Ã©normes dÃ©gÃ¢ts quâ€™elle a subis, estimÃ©s provisoirement, par le directeur intÃ©rimaire de Isang Samson Samson Maniradukunda, Ã au moins 350 millions de francs burundais (un peu plus de 212.000 dollars amÃ©ricains). Le studio principal, lâ€™Ã©metteur central, les rÃ©cepteurs, des ordinateurs et huit vÃ©hicules sont autant dâ€™Ã©quipements et de moyens de reportage qui ont Ã©tÃ© endommagÃ©s dans les affrontements entre les auteurs de la tentative de putsch manquÃ© de mai dernier et les forces loyalistes. La radio doit encore trouver des salaires pour remettre au travail et payer rÃ©guliÃ¨rement ses 42 anciens agents licenciÃ©s par la force majeure, dont 23 journalistes du siÃ¨ge, huit correspondants rÃ©gionaux et 11 administratifs, selon le directeur intÃ©rimaire de Isanganiro. Isanganiro avait Ã©tÃ© blanchie derniÃ¨rement par la justice burundaise, faute de preuves accablantes de sâ€™Ãªtre mise volontairement au service du gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare quand il sâ€™est rabattu sur plusieurs mÃ©dias indÃ©pendants pour revendiquer l prise du pouvoir aprÃ¨s avoir perdu la bataille Ã la radiotÃ©lÃ©vision publique. Le sort de la radio publique africaine (RPA), de Bonesha FM (lâ€™Ã©claireur) et de la radio tÃ©lÃ©vision Renaissance, les plus critiques, reste, par contre, incertain. Lâ€™ radio "Rema FM" (La rassurante, en langue nationale, le kirundi), rÃ©putÃ©e proche du pouvoir, avait Ã©tÃ© Ã©galement autorisÃ©e Ã rÃ©Ã©mettre, en mÃªme temps que Isanganiro. Toutes deux ont pris lâ€™engagement Ã©crit devant le conseil de la communication(CNC) de travailler, dans lâ€™avenir, plus professionnellement et dâ€™Å“uvrer en faveur de la paix. Pour nombre dâ€™analystes Ã Bujumbura, ce geste dâ€™apaisement est aussi un "test de bonne foi et de volontÃ© politique" pour pouvoir burundais qui reste sous de fortes pressions de la CommunautÃ© internationale sur la sensible question de la libertÃ© dâ€™expression et de la presse.